Objet

Manquement d'État — Défaut d'avoir pris, dans le délai prévu, toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive 2003/9/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (JO L 31, p. 18).

Dispositif

- 1) En n'ayant pas pris les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2003/9/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres, la République d'Autriche a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.
- 2) La République d'Autriche est condamnée aux dépens.

**Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 26 octobre 2006 —
Commission/Finlande**

(affaire C-152/06)

«Manquement d'État — Directive 2002/95/CE — Substances dangereuses —
Équipements électriques et électroniques — Non-transposition
dans le délai prescrit»

États membres — Obligations — Exécution des directives — Manquement non contesté (Art. 226 CE) (cf. points 6-9 et disp.)

Objet

Manquement d'État — Défaut d'avoir assuré la transposition dans le délai prévu, en ce qui concerne la province autonome d'Åland, de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 janvier 2003, relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (JO L 37, p. 19).

Dispositif

- 1) En ne prenant pas, en ce qui concerne les îles Åland, les mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour transposer la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 janvier 2003, relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, la République de Finlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.
- 2) La République de Finlande est condamnée aux dépens.

**Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 26 octobre 2006 —
Commission/Finlande**

(affaire C-154/06)

«Manquement d'État — Directive 2003/108/CE — Déchets d'équipements
électriques et électroniques — Non-transposition dans le délai prescrit»

*États membres — Obligations — Exécution des directives — Manquement non
contesté (Art. 226 CE) (cf. points 6-7)*